SYRIE

L'armée turque se prépare à entrer dans la province syrienne d'Idleb

L'armée turque s'apprête à penétrer dans la province d'Idleb (nord-ouest de la Syrie) dans le cadre de l'accord sur la création de «zones de désescalade» conclu avec la Russie et l'Iran, a affirmé samedi la chaîne panarabe Al-Mayadine.

Selon elle, les forces turques ont adressé un message aux factions armées présentes dans cette province les informant de leur arrivée dans les zones frontalières. Dans un «avertissement de sécurité», elles leur demandent de ne pas les considérer comme une force d'occupation et de ne pas résister.

Ce message, transmis par un émissaire turc qui s'est rendu auprès des chefs locaux des groupes rebelles, précise que «les forces turques se déploieront temporairement dans un premier temps dans les villages frontaliers avec des véhicules blindés et des fantassins». En vertu de l'accord conclu cette semaine à Astana (Kazakhstan), aucun avion russe ou syrien ne devrait survoler ce territoire.

Des travaux seront par ailleurs entrepris pour réparer les réseaux d'eau courante et d'électricité, ainsi que les infrastructures de la région, d'après ce document.

A propos de la présence du Front Fatah al-Cham (ex-Front Nosra), qui n'est pas inclus dans l'accord de trêve, le texte laisse entendre que l'armée turque n'attaquera pas le groupe classé comme terroriste, mais essaiera de résoudre «diplomatiquement» la situation en le poussant à lui céder ses positions et à évacuer la province.

Photo : DR

A Douma, dans la banlieue de Damas.

Les «zones de désescalade» prévues par l'accord d'Astana sont entrées en vigueur samedi à 0h en plusieurs endroits de Syrie. Cet accord a été conclu jeudi soir dans la capitale kazakhe entre la Russie, l'Iran et la Turquie afin de ramener le calme dans ce pays frappé par la guerre civile depuis 2011.

Le texte prévoit un arrêt des combats entre forces gouvernementales et opposition pour une durée de six mois dans au moins quatre zones : la province d'Idleb (nord-ouest), la province de Homs (centre), la région de la Ghouta orientale près de Damas, ainsi que les provinces de Kouneitra et de Deraa (sud).

D'ici le 4 juin, les parrains de l'accord devront avoir défini le tracé exact de ces zones, selon le ministère russe de la Défense. Comme les précédentes trêves, cet accord exclut les groupes terroristes tels que Daesh et le Front Fatah al-Cham.

MIGRANTS

L'ONU rend hommage aux ONG sous le feu des critiques

Le haut-commissaire de l'ONU aux réfugiés a qualifié hier de «remarquable» le travail des ONG au secours des migrants en Méditerranée, alors qu'une polémique enfle en Italie à propos de leur «complicité» présumée avec les passeurs de Libye.

«Sauver des vies doit être pour tous la priorité numéro un (...) qui en appelle à notre sens humanitaire le plus basique et ne devrait pas être remise en question», a déclaré Filippo Grandi dans un communiqué.

Environ 6 000 migrants ont été secourus vendredi et samedi en Méditerranée au cours d'une quarantaine d'opérations coordonnées depuis Rome par les gardes-côtes italiens, l'agence européenne Frontex, ainsi que par plusieurs ONG.

Or, ces dernières, en particulier SOS Méditerranéee et Médecins sans frontières (MSF), sont depuis plusieurs jours la cible d'attaques sur leur «complicité» présumée avec les passeurs qui opèrent en Libye, de la part de magistrats ou d'hommes politiques italiens.

«Les efforts sans relâche des gardes-côtes italiens, en coordination avec Frontex, et des ONG sont vraiment remarquables», a martelé le chef du HCR.

M. Grandi a rappelé qu'en 2016, les ONG avaient secouru plus de 46 000 migrants en Méditerranéee centrale, soit plus de 26% de toutes les opérations de sauvetage. «Cette tendance se poursuit et s'élève à 33% depuis le début de l'année», a-t-il dit.

Ces nouvelles arrivées au cours du week-end portent à quelque 43 000 le nombre de migrants arrivés de Libye en Italie depuis le début de l'année, a rappelé le HCR, qui précise que plus de 1 150 personnes ont trouvé la mort sur ce périple.

Cela «montre que les secours en mer n'ont jamais été aussi importants (...) et je demande urgemment de nouveaux efforts sur cette route dangereuse», a ajouté le haut-commissaire.

«Cela ne peut plus durer (...) Il faut agir avant que des personnes soient capturées et exposées à d'horribles abus par des passeurs en Libye et dans d'autres pays de transit, et avant qu'elles n'embarquent sur des embarcations de fortune pour traverser la Méditerranée», a-t-il conclu.

IRAN

Protestations contre Rohani lors d'une visite sur le site d'une catastrophe

Des mineurs et leurs familles ont protesté hier contre le Président iranien Hassan Rohani venu à la mine d'Azad Shahr (nord) où un accident a tué 26 mineurs, selon des vidéos diffusées par des agences de presse et sur les réseaux sociaux.

Des vidéos et des photos diffusées par l'agence Fars, proche des conservateurs, montrent la voiture du Président bloquée pendant quelques minutes par des mineurs en colère qui frappent le véhicule à coups de pieds et de poings.

Selon les médias iraniens, plusieurs mois de salaires des employés de la mine, qui appartient à une société privée, n'ont pas été payés.

Sur d'autres vidéos publiées par les agences de presse, on voit un mineur, entouré par ses camarades, interpeller de manière virulente M. Rohani.

«Monsieur le Président, vous êtes le bienvenu, mais franchement cela ne sert plus à rien (...) Vous ne savez même pas ce qu'est un mineur et c'est maintenant que vous vous souvenez de nous ?», lance-t-il.

«Nous avons perdu nos camarades, leurs femmes sont devenues des veuves, 170 enfants sont devenus orphelins (...). L'année dernière nous sommes venus devant la préfecture avec nos femmes parce que nous avions 14 mois de salaires impayés et toi le Président tu ne l'as pas su ?», a-t-il poursuivi.

«Un mineur touche un salaire de 10 millions de rials (240 euros), honnêtement, est-ce que toi tu peux vivre avec cet argent ?(...) Regarde cette mère, elle a sept enfants. On a même pas de pain à manger», continue ce mineur en colère.

Le Président Rohani, qui se présente pour un second mandat de quatre ans lors de la présidentielle du 19 mai, était venu hier exprimer son soutien, après l'effondrement de la mine en raison d'une explosion mercredi. Outre les 26 mineurs tués, neuf sont toujours disparus.

«Je veux vous assurer que la nation entière partage votre peine», a déclaré M. Rohani devant l'entrée de la mine où étaient rassemblés des mineurs dans le calme dans un premier temps.

«Il n'y aura aucune exception: si on arrive à la conclusion que quelqu'un est responsable, il devra être puni et jugé», a-t-il affirmé.

C'est ensuite lors de son départ, que son véhicule a été pris pour cible par les protestataires.

M. Rohani a ordonné au ministère du Travail d'examiner la situation des mineurs, notamment «les retards de salaire», et d'offrir des compensations aux familles des victimes. Dans de nombreuses usines iraniennes, les ouvriers ne sont pas payés depuis plusieurs mois et les médias rapportent régulièrement des manifestations de protestation.

La situation des classes défavorisées ainsi que le chômage, qui a fortement augmenté ces dernières années, sont devenus les principaux thèmes de la campagne électorale.

Les candidats conservateurs, Mohammad Bagher Ghalibaf (actuel maire de Téhéran) et le religieux Ebrahim Raissi, mettent l'accent sur l'aide aux couches défavorisées et la création d'emplois pour les quelque 3,2 millions de chômeurs iraniens, soit 12,4% de la population. Le chômage des jeunes atteint 27%.

Six candidats sont en lice pour la présidentielle: trois du côté réformateur et modéré et trois de la tendance conservatrice.

CORÉE DU NORD

Arrestation d'un autre ressortissant américain

Les services de sécurité nord-coréens ont à nouveau arrêté un ressortissant américain, accusé d'«actes hostiles», a annoncé hier l'agence de presse officielle KCNA, dans un contexte de tensions croissantes entre Pyongyang et Washington à propos du programme nucléaire nord-coréen.

Avec cette interpellation, ce sont au total quatre citoyens des Etats-Unis qui sont désormais détenus en Corée du Nord.

L'arrestation de Kim Hak Song a eu lieu samedi et «un service compétent mène à l'heure actuelle une enquête détaillée sur ses crimes», a ajouté KCNA, selon laquelle celui-ci travaillait pour l'Université des sciences et de la technologie de Pyongyang (USTP), comme son compatriote interpellé le mois dernier. L'Université USTP, fondée par des évangélistes chrétiens étrangers, a ouvert ses portes en 2010 et compte un certain nombre d'enseignants américains qui enseignent à des élèves issus des familles de la nomenklatura.

La Corée du Nord avait confirmé mercredi l'arrestation, le 22 avril à l'aéroport de Pyongyang, d'un autre enseignant américain, Kim Sang-Duk, également appelé Tony Kim, auquel elle reproche d'avoir «commis des actes criminels hostiles ayant visé à renverser la RPDC», la «République populaire démocratique de Corée».

Deux autres Américains étaient jusqu'alors déjà détenus dans ce pays : Otto Warmbier, un étudiant condamné l'an dernier à 15 ans de travaux forcés pour avoir volé du matériel de propagande, et Kim Dong-Chul, un pasteur américano-coréen, emprisonné pour espionnage.

Pour rappel, vendredi, la Corée du Nord avait accusé la CIA d'un complot en vue d'assassiner le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un.